

vaient pu se développer ces derniers mois. Blum se trouvait devant ce problème: Les Français refusaient de se faire rédit si le Front Populaire ne changeait pas de politique, et, d'autre part, les bénéfices de la dévaluation étaient déjà puisés. Une voie s'offrait à lui: décréter la « pause » pour les ouvriers et offrir les garanties et des cadeaux au grand capitalisme pour le dédommager d'un coup des « pertes » que sa politique lui aurait fait subir.

Le 13 février, Léon Blum s'adressait aux fonctionnaires, leur conseillant la modération et la « patience », puis annonçait la chanson de la « pause » nécessaire pour arrêter le déficit budgétaire que la « reprise » aggravait par suite de l'augmentation de demande de capitaux pour la reconstitution des stocks de matières premières, etc... Le 21 février, à Saint-Nazaire, Blum et Jouhaux expliqueront la nouvelle politique et montreront aux ouvriers qu'en augmentant les salaires, ce sera le cercle infernal, puisque les prix suivraient. On décrètera la « pause » pour les prix et pour les salaires. Jouhaux fera de la théorie et exposera les bienfaits du plan de la C.G.T. qui n'est pas caduc, tout en s'abstenant soigneusement de se compromettre. Mais il ne suffit pas de proclamer la « pause »: il faut la faire. Quel chemin suivra Blum? Les arbitres et surarbitres sauront ce qu'ils auront à faire lors des conflits ouvriers. Le parlement adoptera des dispositions permettant de réviser (1) les prix légalement augmentés. A cette occasion, Spinasse dira qu'il ne veut pas briser les reins au système capitaliste. Ne savions-nous pas auparavant? Mais tout cela ne suffit pas. Blum devait reprendre la politique de déflation combattue avec acharnement sous Laval: une compression de six milliards. Il faut déterminer un mouvement de rapatriement des capitaux exportés: ce n'est plus les Français qui doivent se faire confiance », mais les détenteurs de capitaux qui doivent faire confiance à la politique de Blum. Vincent Auriant sera doté d'un conseil qui, par hasard, sera celui de ce bon M. Laval, celui que le Front Populaire dénonçait comme l'instrument du Comité des Forges. Enfin, dernière mesure: l'emprunt à 4 1/2 p.c. qui est bien une des opérations financières les plus avantageuses auxquelles le capital ait été ap-

pelé à souscrire. Blum revient à l'orthodoxie libérale: il rétablit la liberté de vente et d'achat de l'or à l'intérieur de la France. Il protège et attire les capitaux avec un gain garanti et assuré. Voilà les cris d'allégresse qui ont salué la « pause ». Monsieur Gignoux, secrétaire général de la Confédération Générale du Patronat français, donnera l'impulsion au patronat français à la « pause » et aussi à la réussite de l'emprunt placé sous le signe de la défense nationale. Le Bulletin du Comité des Forges, lui aussi, pourra saluer la « pause » en mettant seulement en évidence qu'il fallait aller encore plus loin.

Dans le camp ouvrier, la « pause » a été accueillie avec un certain étonnement. L'Humanité a réagi en disant, par la voix de l'ineffable polichinelle et apprenti théoricien marxiste qu'est Thorez: « la pause aux Trusts ».

Mais il a suffi de coller la « pause » à l'emprunt national pour que le chauvinisme de ces Messieurs, ennemis acharnés du capital financier, se déversât dans des appels chaleureux à la souscription. La gauche socialiste de Pivert a dû admettre que la « pause » représentait une magnifique opération pour les capitalistes et son chef a démissionné de son poste d'attaché au cabinet Blum. Ces gens quittent le navire de Blum en détresse, comme de vulgaires rats, pour s'orienter vers la canalisation du mécontentement et de l'effervescence des ouvriers influencés par la S.I.F.O.

La signification de cette nouvelle étape est claire: depuis la dévaluation, la soi-disante reprise économique gravite autour du développement des industries de guerre. Ce n'est pas étonnant si nous connaissons un boom des matières premières (cuivre, zinc, etc...), car il s'agit d'un phénomène mondial. La grande masse des capitaux est placée devant ce dilemme: sa transformation en engins de guerre ou la congélation perpétuelle. Le mouvement actionné par Blum depuis la dévaluation conduit à faire de ces industries la clé de toute l'économie et l'expérience de l'Italie, de l'Allemagne nous prouve que l'organisation militaire de l'économie est en même temps une forme d'étranglement du prolétariat. C'est pourquoi nous avons vu parallèlement le développement de l'arbitrage obligatoire. Aujourd'hui, on parle des ententes in-

dustrielles destinées à organiser le marché français sous la direction des grands organismes financiers et industriels: en face un phénomène qui peut se développer à la condition de fractionner complètement le mouvement ouvrier.

Le capitalisme laissait supposer qu'il doutait de la capacité de Blum pour arriver à une « pause » et embrigader les ouvriers dans des tenailles féroces. Blum ne s'est pas laissé décourager par les bruits de sa chute, ni par la campagne financière destinée à lui faire comprendre qu'il devait changer de politique ou céder la place. La « pause » représente ainsi le terme d'un processus de désagrégation et de canalisation des mouvements ouvriers qui se sont échelonnés depuis juin 1936, ainsi que le commencement d'une nouvelle attaque. Les capitaux reviennent donc dans une atmosphère de fête: l'Exposition Universelle est proche, le prolétariat est relativement calme; l'attaque s'annonce bien et a commencé sous d'excellents auspices (six milliards de déflation). Maintenant le problème est de savoir où l'on prendra les centaines de millions d'intérêts qu'il faudra payer pour les 13 milliards de l'emprunt. Déjà « Le Temps » a indiqué la direction. Il s'agit de « redresser » la situation du pays avec cet emprunt destiné à la défense nationale. Certes, c'est une hypothèque, mais tout dépend de la politique du gouvernement. L'emprunt doit permettre la « reprise » par la fabrication de matériel de guerre et les intérêts et bénéfices seront retirés de l'accroissement de l'exploitation du prolétariat emprisonné dans l'arbitrage. D'ailleurs, l'expérience des nationalisations prouve que les usines de guerre sont celles où règne le plus grand calme social, où les conditions de travail des ouvriers sont les plus exécrables du fait de la propagande social-centriste en vue des nécessités de la Défense Nationale.

Est-ce un hasard si la « pause » a été inaugurée non seulement par la vieille politique de déflation de Laval, un emprunt favorable aux capitalistes (présenté par Monsieur Lebrun lui-même) et aussi par les massacres de Tunisie et ceux de Clichy? Nous avons déjà écrit dans « Bilan » que, derrière l'arbitre et le surarbitre pointait la crosse du garde mobile et que Blum saurait faire respecter l'ordre. En Tunisie, on tue des gré-

vistes et la meute des chacals du Front Populaire trouve moyen de parler de louches provocateurs. A Clichy, la gendarmerie protège une réunion Croix de Feu et massacre impitoyablement les ouvriers: il s'agit, bien sûr, d'une erreur et demain la canaille louches (1) sur qui retombe toute la responsabilité.

Voilà l'aspect réel de la « pause » pour les ouvriers: la répression la plus noire. Et si les fusils des gardes mobiles sont partis en Tunisie et à Clichy, c'est parce que le capitalisme crée une ambiance destinée à tâter le pouls du prolétariat et à lui permettre de creuser « la pause » dans les chairs des ouvriers.

Le Front Populaire est au bout de son rouleau. Sous prétexte de reprendre haleine, il doit employer des moyens forts pour étrangler le prolétariat de ce pays. Et, incontestablement, le mécontentement règne. Ce n'est pas par hasard qu'une contre-manifestation ouvrière dégénère en émeute et que la force répressive du Front Populaire doit tuer des ouvriers que les mots et les promesses persuadent de moins en moins. Après dix mois de Front Populaire, les ouvriers français se retrouvent dans des conditions de vie pas meilleures à celles de juin 1936. Mais ils perçoivent confusément que le chemin de l'Union Sacrée pourrait ne pas être leur chemin de classe. Les organisations syndicales, dans cette nouvelle période, accentuent leur caractère réactionnaire et, sous la direction des centristes, particulièrement dans la région parisienne, attaquent violemment les « trotskistes et anarchistes » confondus avec les doriotistes. Demain l'on passera à leur exclusion, alors que la C.G.T. souscrit 250,000 fr. à l'emprunt national.

C'est à ce point que nous nous trouvons aujourd'hui, et si l'on veut établir le bilan, l'on doit forcément arriver à cette conclusion: les trois phases de la politique de Blum: celle de Matignon, celle de la dévaluation et celle de « la pause », représentent la continuation de la politique du capitalisme (celle de Doumergue, Flandin, Laval) dans de nouvel-

(1) « L'Œuvre » a déjà commencé et les « trotskistes » seraient les provocateurs!